

Ancienneté	E101	E102	E103	E200
0	13749,00	13850,00	14891,00	15204,00
1	13881,00	13962,00	15003,00	15558,00
2	13881,00	14074,00	15115,00	15558,00
3	14376,00	15105,00	16196,00	15912,00
4	14518,00	15105,00	16196,00	15912,00
5	14518,00	15247,00	16388,00	16266,00
6	14660,00	15247,00	16388,00	16266,00
7	14660,00	15389,00	16580,00	16620,00
8	14802,00	15389,00	16580,00	16620,00
9	14802,00	15531,00	16772,00	16974,00
10	14944,00	15531,00	16772,00	16974,00
11	14944,00	15673,00	16934,00	17328,00
12	15379,00	16047,00	17328,00	17328,00
13	15531,00	16270,00	17490,00	17682,00
14	15673,00	16270,00	17490,00	17682,00
15	15673,00	16412,00	17652,00	18036,00
16	15815,00	16412,00	17652,00	18036,00
17	15815,00	16554,00	17814,00	18390,00
18	15957,00	16554,00	17814,00	18390,00
19	15957,00	16696,00	17976,00	18744,00
20	16099,00	16696,00	17976,00	18744,00
21	16099,00	16838,00	18138,00	19249,00
22	16241,00	16838,00	18138,00	
23	16241,00	16980,00	18300,00	
24	16383,00	16980,00	18300,00	
25	16383,00	17122,00	18533,00	
26	16454,00			
27				

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 454

[S - C - 2009/31041]

11 JUILLET 2008. — Règlement relatif à l'octroi de subventions aux bibliothèques publiques

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

Article 1^{er}. Le présent règlement règle une matière visée aux articles 136 et 166, § 3, 1^o de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent règlement on entend par :

- décret : le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture;
- arrêté d'application : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la lecture;
- bibliothèque centrale : la bibliothèque publique centrale est celle qui assiste les bibliothèques publiques principales et locales implantées sur son territoire. En Région de Bruxelles-Capitale, elle s'appuie sur les collections des bibliothèques principales de son ressort. Ses missions sont définies aux articles 22 et 23 de l'arrêté d'application;
- bibliothèque principale : la bibliothèque principale est l'entité bibliothéconomique qui exerce ses activités dans le cadre géographique de plusieurs communes et assiste les bibliothèques publiques locales de son ressort. Ses missions sont définies dans l'article 19, § 1^{er} et § 2 de l'arrêté d'application;
- bibliothèque locale : la bibliothèque publique locale est l'entité bibliothéconomique située sur le territoire d'une ou plusieurs communes. Elle est dénommée locale-pivot lorsque cette entité bibliothéconomique est composée d'unités décentralisées filiale(s) et (ou) dépôt(s) implantées sur son territoire. Ses missions sont définies dans les articles 12 à 16 de l'arrêté d'application;
- bibliothèque filiale : la bibliothèque publique filiale est l'unité décentralisée de la bibliothèque publique locale qui possède ses propres collections;
- bibliothèque dépôt : la bibliothèque publique dépôt est l'unité décentralisée de la bibliothèque publique locale qui dispose de collections y compris mises à disposition par la locale-pivot ou la principale de son territoire;

- bibliothèque spéciale : la bibliothèque spéciale est une entité bibliothéconomique qui dessert les personnes qui ne peuvent normalement fréquenter les autres bibliothèques publiques. Ses missions sont définies à l'article 27 de l'arrêté d'application.

Art. 3. Sont visées par le présent règlement, les bibliothèques publiques centrale, principales, locales, locales-pivots, filiales, dépôts et spéciales situées sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale qui ont obtenu une reconnaissance ou un contrat-programme du gouvernement de la Communauté française, en application du décret et de son arrêté d'application.

Art. 4. § 1^{er}. Dans la limite des crédits prévus au budget de la Commission communautaire française en matière de lecture publique, la Commission communautaire française peut accorder les subventions suivantes :

- 1) une subvention couvrant le remboursement des dépenses admissibles visées à l'article 9, § 1^{er} du décret susmentionné et à l'article 55, § 1^{er} de l'arrêté susmentionné, à raison de 60 % par emploi forfaitaire octroyé par la Communauté française et plafonné à € 2.480 par emploi;
- 2) une subvention annuelle pour l'achat de livres et de matériel bibliothéconomique à condition qu'au moins 50 % de la subvention soit consacrés à l'accroissement et au renouvellement des collections tel que défini aux articles 9 et 13 de l'arrêté d'application. Le montant de la subvention est déterminé en fonction du statut de la bibliothèque et des missions qu'elle doit remplir conformément à l'article 2, § 1^{er} du décret et à l'article 9, §§ 1^{er}, 2 et 3 de l'arrêté d'application. Le quota a été déterminé comme suit :
 - bibliothèque dépôt = 1 part
 - bibliothèque filiale = 3 parts
 - bibliothèque locale-pivot = 5 parts
 - bibliothèque principale = 17 parts.

§ 2. Dans la limite des crédits prévus au budget de la Commission communautaire française en matière de lecture publique, la Commission communautaire française peut également accorder une subvention extraordinaire et ponctuelle :

- 1) dans le cadre de projets de développement de la lecture destiné aux usagers et au public de la Région de Bruxelles-Capitale et de formation destinés au personnel et aux usagers de la bibliothèque;
- 2) pour l'acquisition de matériel informatique. Dans la limite des crédits prévus au budget de la Commission communautaire française en matière de lecture publique, la Commission communautaire française peut également accorder une aide pour intégrer le catalogue collectif informatisé via la Bibliothèque centrale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 5. § 1^{er}. Les bibliothèques publiques principales, locales et spéciales reconnues peuvent bénéficier des subventions visées à l'article 4.

§ 2. La bibliothèque centrale de la Région de Bruxelles-Capitale peut bénéficier de la subvention prévue à l'article 4, § 1^{er}).

§ 3. Les bibliothèques publiques locales sous contrat-programme peuvent bénéficier des subventions visées à l'article 4, § 1^{er}, 2) et à l'article 4, §§ 2 et 3.

Art. 6. § 1^{er}. Pour bénéficier du subside visé à l'article 4, § 1^{er}, 1), la demande doit être faite par les bibliothèques au moyen du formulaire ad hoc envoyé par l'administration ou à télécharger sur le site internet des services du Collège. Le formulaire doit être renvoyé, dûment complété, à la Direction des Affaires culturelles et du Tourisme - Service des Affaires socioculturelles, au plus tard pour le 1^{er} mars de chaque année, accompagné des factures justificatives des dépenses de l'année antérieure visées à l'article 55, § 1^{er} de l'arrêté d'application.

§ 2. Pour bénéficier du subside visé à l'article 4, § 1^{er}, 2), la demande doit être faite par les bibliothèques au moyen du formulaire ad hoc envoyé par l'administration ou à télécharger sur le site internet des services du Collège. Le formulaire doit être renvoyé, dûment complété, à la Direction des Affaires culturelles et du Tourisme - Service des Affaires socioculturelles, au plus tard pour le 1^{er} mars de chaque année, accompagné pour les bibliothèques sous statut d'asbl d'un mémento et d'une preuve de dépôt des bilans et comptes au greffe du Tribunal de commerce ou à la Banque nationale.

§ 3. Pour bénéficier du subside visé à l'article 4, § 2, 1), la demande doit être faite par les bibliothèques au moyen du formulaire ad hoc envoyé par l'administration ou à télécharger sur le site internet des services du Collège. Le formulaire doit être renvoyé, dûment complété, à la Direction des Affaires culturelles et du Tourisme - Service des Affaires socioculturelles, au plus tard pour le 1^{er} juin de chaque année, accompagné d'une fiche détaillée sur la ou les activités à subsidier et d'un budget prévisionnel.

§ 4. Pour bénéficier du subside visé à l'article 4, § 2, 2), la demande doit être faite par les bibliothèques au moyen du formulaire ad hoc envoyé par l'administration ou à télécharger sur le site internet des services du Collège. Le formulaire doit être renvoyé, dûment complété, à la Direction des Affaires culturelles et du Tourisme - Service des Affaires socioculturelles, au plus tard pour le 1^{er} juin de chaque année.

Art. 7. Les bibliothèques subventionnées dans le cadre du présent règlement auront à rentrer comme pièces justificatives autorisant la liquidation de la subvention, les factures ainsi que toutes les pièces éligibles déterminées dans l'arrêté d'octroi du Collège.

Pour les subventions ne dépassant pas € 3.100, la liquidation se fera en une seule tranche à partir de l'approbation de la tutelle. Les justificatifs des dépenses peuvent être remis a posteriori mais au plus tard à la date précisée dans l'arrêté d'octroi du Collège.

Pour les subventions dépassant € 3.100, le subside sera liquidé en deux tranches;

- la première de 80 % sur présentation d'une déclaration de créance;
- la seconde de 20 % sur présentation d'une déclaration de créance accompagnée des pièces justificatives de la totalité de la subvention.

Art. 8. Toute subvention octroyée par la Commission communautaire française dans le cadre du présent règlement ne délivre pas les administrations communales de leurs obligations en matière de lecture publique.

Art. 9. Toute bibliothèque doit permettre et accepter la vérification de l'application du présent règlement par les agents des services du Collège désignés par le Collège, en leur garantissant un libre accès aux locaux et la possibilité de consulter sur place les pièces et documents nécessaires à leur mission.

Art. 10. La bibliothèque subventionnée est tenue de faire mention du soutien de la Commission communautaire française et de son logo dans toutes les publications de l'association, y compris affiches, programmes et site internet. Il sera fait état du soutien de la Commission communautaire française dans tous les contacts avec les médias. Un exemplaire de chaque support promotionnel sera joint aux pièces justificatives.

Art. 11. En cas de non-respect du présent règlement, la Commission communautaire française peut récupérer le montant total ou partiel des subsides alloués auprès du pouvoir organisateur de la bibliothèque concernée et exclure celle-ci du bénéfice d'une subvention ultérieure.

Art. 12. Le Collège fait rapport annuellement à la commission compétente de l'Assemblée de la Commission communautaire française sur l'application du présent règlement.

Art. 13. Le présent règlement abroge le règlement du 12 décembre 1997 de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Art. 14. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles, le 11 juillet 2008.

Le Président,

Les Secrétaires,

Le Greffier,

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 454

[C — 2009/31041]

11 JULI 2008. — Verordening betreffende de toekenning van toelagen aan de openbare bibliotheken

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen :

Artikel 1. Onderhavige verordening regelt een materie bedoeld in de artikelen 136 en 166, § 3, 1^o, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- decreet : het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;
- toepassingsbesluit : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 maart 1995 betreffende de instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;
- centrale bibliotheek : de centrale openbare bibliotheek is deze die op haar grondgebied ingeplante openbare hoofdbibliotheken en de plaatselijke openbare bibliotheken bijstaat. In het Brussels Hoofdstedelijk Gewest steunt zij op de collecties van de hoofdbibliotheken die onder haar bevoegdheid vallen. Haar opdrachten staan omschreven in de artikelen 22 en 23 van het toepassingsbesluit;
- hoofdbibliotheek : de hoofdbibliotheek is de bibliotheconomische entiteit die haar activiteiten uitoefent in het geografisch kader van verschillende gemeenten en de plaatselijke openbare bibliotheken die onder haar bevoegdheid vallen, bijstaat. Haar opdrachten staan omschreven in artikel 19, § 1 en § 2 van het toepassingsbesluit;
- plaatselijke bibliotheek : de plaatselijke openbare bibliotheek is de op het grondgebied van één of verschillende gemeenten gelegen bibliotheconomische entiteit. Zij wordt spilbibliotheek genoemd wanneer die bibliotheconomische entiteit samengesteld is uit op haar grondgebied ingeplante gedecentraliseerde eenheden, filiaal (filialen) en (of) depot(s);
- filiaal-bibliotheek : de openbare filiaal-bibliotheek is de gedecentraliseerde eenheid van de plaatselijke openbare bibliotheek die eigen collecties heeft;
- de depot-bibliotheek : de openbare depot-bibliotheek is de gedecentraliseerde eenheid van de plaatselijke openbare bibliotheek die over collecties beschikt, met inbegrip van collecties die haar ter beschikking worden gesteld door de plaatselijke spilbibliotheek van haar grondgebied;
- de bijzondere bibliotheek : de bijzondere bibliotheek is de bibliotheconomische entiteit die de personen bedient die normaal niet naar de andere bibliotheken kunnen gaan. Haar opdrachten staan omschreven in artikel 27 van het toepassingsbesluit.

Art. 3. Worden bedoeld door onderhavige verordening, de op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen centrale, hoofd-, plaatselijke, spil-, filiaal-, depot- en bijzondere bibliotheken die een erkenning of een contract-programma van de Franse Gemeenschapsregering bekomen hebben, in toepassing van het decreet en van zijn toepassingsbesluit.

Art. 4. § 1. De Franse Gemeenschapscommissie kan, binnen de limieten van de in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor openbare lectuurvoorziening voorziene kredieten, de volgende toelagen toekennen :

- 1) een toelage die de terugbetaling dekt van de aanvaardbare uitgaven bedoeld in artikel 9, § 1, van bovengenoemd decreet en in artikel 55, § 1, van bovengenoemd besluit, naar rato van 60 % per door de Franse Gemeenschap toegekende forfaitaire betrekking en geplafonneerd op € 2.480 per betrekking;
- 2) een jaarlijkse toelage voor de aankoop van boeken en bibliotheconomisch materiaal, op voorwaarde dat ten minste 50 % van de toelage gewijd wordt aan de uitbreiding en de vernieuwing van de collecties zoals bepaald in de artikelen 9 en 13 van het toepassingsbesluit. Het bedrag van de toelage wordt bepaald in functie van het statuut van de bibliotheek en van de opdrachten die ze moet vervullen overeenkomstig artikel 2, § 1 van het decreet en artikel 9, §§ 1, 2 en 3, van het toepassingsbesluit. De quota werden als volgt bepaald :
 - depot-bibliotheek = 1 deel
 - filiaal-bibliotheek = 3 delen
 - spilbibliotheek = 5 delen
 - hoofdbibliotheek = 17 delen

§ 2. De Franse Gemeenschapscommissie kan eveneens, binnen de limieten van de in de begroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor openbarelectuurvoorziening voorziene kredieten, de volgende buitengewone en punctuele toelagen toekennen :

- 1) in het kader van projecten voor de ontwikkeling van het lezen bestemd voor de gebruikers en voor het publiek van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van projecten voor de opleiding van het personeel en van de gebruikers van de bibliotheek;
- 2) voor de aankoop van informaticamateriaal. De Franse Gemeenschapscommissie kan eveneens, binnen de limieten van de in de begroting van de Franse Gemeenschap voor openbare lectuurvoorziening voorziene kredieten, steun verlenen om de geautomatiseerde collectieve catalogus te integreren via de Centrale Bibliotheek van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 5. § 1. De erkende openbare hoofd-, plaatselijke en bijzondere bibliotheken kunnen de in artikel 4 bedoelde toelagen genieten.

§ 2. De centrale bibliotheek van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan de in artikel 4, § 1) voorziene toelage genieten.

§ 3. De plaatselijke openbare bibliotheken onder contract-programma kunnen de in artikel 4, §§ 1 en 2 en in artikel 4, §§ 2 en 3 voorziene toelagen genieten.

Art. 6. § 1. Om de in artikel 4, § 1, 1) bedoelde subsidie te genieten, moet de aanvraag door de bibliotheken worden ingediend aan de hand van het door de administratie verstuurd of op de internetsite van de diensten van het College gedownload ad hoc formulier. Het formulier moet, behoorlijk ingevuld, teruggestuurd worden naar de Directie Culturele Zaken en Toerisme – Dienst Socioculturele Zaken en dit, uiterlijk op 1 maart van elk jaar, samen met de in artikel 55, § 1 van het toepassingsbesluit bedoelde facturen ter staving van de uitgaven van het vorig jaar.

§ 2. Om de in artikel 4, § 1, 2) bedoelde subsidie te genieten, moet de aanvraag door de bibliotheken worden ingediend aan de hand van het door de administratie verstuurd of op de internetsite van de diensten van het College gedownload ad hoc formulier. Het formulier moet, behoorlijk ingevuld, teruggestuurd worden naar de Directie Culturele Zaken en Toerisme – Dienst Socioculturele Zaken en dit, uiterlijk op 1 maart van elk jaar, samen met, voor de bibliotheken met een vzw-statuuut, een memento en een bewijs van neerlegging van de balansen en rekeningen bij de griffie van de Handelsrechtbank of de Nationale Bank;

§ 3. Om de in artikel 4, § 2, 1) bedoelde subsidie te genieten, moet de aanvraag door de bibliotheken worden ingediend aan de hand van het door de administratie verstuurd of op de internetsite van de diensten van het College gedownload ad hoc formulier. Het formulier moet, behoorlijk ingevuld, teruggestuurd worden naar de Directie Culturele Zaken – Dienst Socioculturele Zaken, uiterlijk op 1 juni van elk jaar, samen met een gedetailleerde fiche over de te betoelagen activiteit(en) en een voorbegroting.

§ 4. Om de in artikel 4, § 2, 2) bedoelde subsidie te genieten, moet de aanvraag door de bibliotheken gebeuren aan de hand van het door de administratie verstuurd of op de internetsite van de diensten van het College gedownload formulier. Het formulier moet, behoorlijk ingevuld, teruggestuurd worden naar de Directie Culturele Zaken – Dienst Socioculturele Zaken, uiterlijk op 1 juni van elk jaar.

Art. 7. De in het kader van onderhavige verordening betoelaagde bibliotheken zullen, als bewijsstukken die de vereffening van de toelage rechtvaardigen, de facturen moeten indienen evenals alle in aanmerking komende stukken zoals vastgelegd in het toekenningsbesluit van het College.

Voor de toelagen die niet meer bedragen dan € 3.100, zal de vereffening in één enkele keer gebeuren vanaf de goedkeuring door de voogdij. De bewijsstukken van de uitgaven mogen a posteriori worden ingediend, maar uiterlijk op de in het toekenningsbesluit van het College vastgestelde datum.

Voor de toelagen van meer dan € 3.100 zal de subsidie in twee schijven vereffend worden :

- de eerste schijf van 80 % op voorlegging van een schuldvordering;
- de tweede schijf van 20 % op voorlegging van een schuldvordering, samen met de bewijsstukken van de totaliteit van de toelage.

Art. 8. Elke door de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van onderhavige verordening toegekende toelage onthefft de gemeentebesturen niet van hun verplichtingen inzake lectuurvoorziening.

Art. 9. Elke bibliotheek moet de controle op de naleving van onderhavige verordening door door het College aangestelde agenten van de diensten van het College toelaten en aanvaarden door hen de vrije toegang tot de lokalen te verlenen, evenals de mogelijkheid om ter plaatse de voor hun opdracht noodzakelijke stukken en documenten te raadplegen.

Art. 10. De betoelaagde bibliotheek is ertoe gehouden melding te maken van de steun van de Franse Gemeenschapscommissie en van haar logo in alle publicaties van de vereniging, met inbegrip van de affiches, programma's en internetsite. De steun van de Franse Gemeenschapscommissie zal vermeld worden in alle contacten met de media. Een exemplaar van elke promotionele drager zal bij de bewijsstukken bijgevoegd worden.

Art. 11. In geval van niet-naleving van onderhavige verordening kan de Franse Gemeenschapscommissie het bedrag van de toegekende subsidies integraal of gedeeltelijk recupereren bij de inrichtende overheid van de betrokken bibliotheek en deze laatste uitsluiten van het voordeel van een latere toelage.

Art. 12. Het College brengt jaarlijks verslag uit bij de bevoegde commissie van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie over de toepassing van onderhavige verordening.

Art. 13. Onderhavige verordening heft de verordening van 12 december 1997 van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie op.

Art. 14. Onderhavige verordening treedt in werking op 1 januari 2009.

Brussel, 11 juli 2008.

De Voorzitter,

De Secretarissen,

De Griffier,